

2 Politique

Trois questions à... Alexandre Désiré Tapoyo

"L'objectif c'est d'organiser la diaspora dans une structure demeurant le seul interlocuteur avec le gouvernement"

M.A.M

Libreville/Gabon

Au terme d'une tournée à l'extérieur du Gabon, laquelle l'a conduit dans plusieurs pays, le ministre des Gabonais de l'Étranger, a situé l'enjeu de ces séjours hors du Gabon. C'était à la faveur d'un entretien qu'il nous a accordé hier.

l'union : Récemment vous avez été aux États-Unis, en Russie et en Chine. Peut-on savoir sur quoi a porté votre séjour dans ces différents pays ?

Alexandre Désiré Tapoyo : Je vous remercie pour l'opportunité que vous m'offrez de pouvoir m'exprimer dans vos colonnes concernant mes activités. Effectivement, ces trente derniers jours, j'ai eu à effectuer des déplacements à l'extérieur. Notamment aux États-Unis, au Canada, en Russie et en Chine. L'objet de ces visites s'inscrit dans le cadre de mes missions en charge des Gabonais de l'étranger. Beaucoup des compatriotes vivant à l'extérieur n'ont pas une définition claire des missions de mon département et encore moins les objectifs qui nous sont assignés. Donc, il a été question pour nous de présenter la différence et les points communs qui existent entre le ministère des Droits humains et celui des Affaires étrangères. Mais aussi de voir avec nos compatriotes quelles peuvent être les préférences révélées, les propositions concrètes pour permettre à cette diaspora de contribuer efficacement au développement de son pays et, au plan local, de permettre d'assister de manière efficace la diaspora qui se sent encore délaissée, voire orpheline. Voici succinctement présenté l'objet de ma mission dans ces différents pays. En marge des rencontres avec la diaspora, j'ai rencontré les officiels de ces pays, notamment aux États-Unis où je me suis entretenu avec le ministre délégué aux Affaires étrangères chargé des Questions de démocratie et de droits de l'Homme, et M. Philip Scott, le directeur général des Américains de l'Étranger. Avec ces deux personnalités, il s'est agi



Photo : M.A.M

Le ministre des Gabonais de l'étranger décline succinctement la politique nationale sur la diaspora.

d'un partage d'expérience. C'est-à-dire que nous avons présenté notre vision de la gestion de la diaspora gabonaise, eux de leur côté, nous ont dit ce qu'ils ont déjà fait à ce sujet. En matière de démocratie et de droits humains, les échanges consistaient à présenter les avancées du Gabon dans ces différents domaines, et également de recueillir leur point de vue. Au niveau du Canada, j'ai été reçu par le secrétaire général de la Commission féminine et le président de la Commission des droits de l'Homme du Québec. Là encore, toujours dans la rubrique partage d'expériences, le menu était constitué des questions de genre et la promotion des droits de l'Homme. En Chine, une seule rencontre a ponctué mon séjour, avec le ministre assistant des Affaires étrangères. Ensemble nous avons fait un tour d'horizon sur les droits de l'Homme au Gabon, notamment la défense des droits des enfants, mais aussi la protection de ceux-ci face à une nouvelle forme d'agression via les médias que sont internet. Donc, dans ce partage d'expériences, nous nous sommes mis d'accord sur les grands principes. Pour cela, le gouvernement chinois a marqué sa disponibilité à soutenir le Gabon dans ses projets.

Vous avez certainement pris part à des conférences ou séminaires, quelles en ont été les conclusions ?

Il n'y a pas eu de conférence ni de séminaire. Deux activités à chaque étape, l'échange-débat direct avec la communauté gabonaise (étudiants et diplomates, nldr), afin de recenser les difficultés qui sont quasiment les mêmes partout. En plus, les audiences avec les officiels. Dans le cadre de ce déplacement, les conférences et séminaires n'étaient pas à l'ordre du jour.

Concrètement, quelle est la politique gouvernementale mise en place pour la diaspora afin qu'elle s'imprègne ou qu'elle se sente concernée par les réformes en cours dans le pays ?

Ce qu'il faut savoir c'est que la diaspora gabonaise est jeune, elle est à peine âgée de 25 ans. Depuis un certain temps, le Gabonais s'est découvert une envie de s'expatrier volontairement ou non. Dans le passé, on a reconnu du Gabonais qu'il allait juste faire ses courses, ses études et s'empressait de revenir. Depuis le dernier

recensement fait par les ambassades, le nombre de Gabonais à l'étranger s'élève aujourd'hui à 25000 âmes et malheureusement, nos compatriotes à l'étranger rechignent à aller se faire enregistrer dans les ambassades compte tenu des préjugés qu'ils ont de ces services, leur prêtant parfois de fausses ou de mauvaises intentions. Concernant cette diaspora, elle est diverse, nous avons des étudiants boursiers et non boursiers, les diplomates, les fonctionnaires internationaux et nous avons aussi des hommes d'affaires. Ainsi, c'est toute une catégorie que nous avons, sauf qu'elle n'est pas structurée, elle n'est pas coordonnée dans ce qu'on appelle le Haut Conseil des Gabonais de l'étranger. L'objectif c'est de les organiser dans une structure qui sera le seul interlocuteur avec le gouvernement. Les intéressés devront animer eux-mêmes cette structure, qui leur permettra d'accéder, via le Haut conseil des Gabonais de l'étranger, à toutes les prestations publiques. Notamment l'accès au logement et à certains projets. Cette entité devra aussi être la courroie de transmission à travers les futures cellules de la diaspora car, il n'y a que ces Gabonais pour pouvoir prétendre proposer des projets de lois capable de mieux les prendre en charge et, également, à travers ce Conseil, revisiter l'ensemble des difficultés rencontrées en matière d'assurance maladie et de prise en charge judiciaire. Aussi, le problème des passeports, comment faire en sorte que ces documents soient établis dans les délais pour que ces Gabonais puissent poursuivre leurs études. On note aussi les problèmes d'emprisonnement ou de refoulement. Aux États-Unis par exemple, il ne se passe pas une semaine sans qu'un Gabonais ne soit refoulé. Nous nous devons de nous atteler davantage à ce type de risque.

Il faut absolument encadrer cette diaspora afin qu'elle puisse contribuer à son instruction à travers son immersion au sein du pays d'accueil, apporter cette valeur ajoutée au niveau du pays pour que, comme dans d'autres sociétés, nous puissions avoir un véritable PIB à hauteur d'au moins 20 ou 30 %.

Présidentielle 2016

L'éventualité d'une candidature de Pierre-Claver Maganga Moussavou

J-C.A

Libreville/Gabon

Le porte-parole du Parti social démocrate (PSD), Gildas Boussamba, par ailleurs maire du premier arrondissement de la commune de Mouila, a donné un point de presse au siège du parti, hier. Le principal point à l'ordre du jour portait sur le débat relatif à la ou les candidatures de l'opposition au prochain scrutin présidentiel.

2016 approchant à grand pas, les états-majors des partis politiques de l'opposition sont désormais pris d'une frénésie électoraliste qui s'amplifie au fil des jours. Ainsi, après Jean Ping et Dieudonné Minlama Mintoghe de l'Observatoire national pour la Démocratie (OND) qui ne cachent plus leurs

volontés d'être présents audit scrutin, le tour est revenu hier au Parti social démocrate (PSD), par l'entremise de son porte-parole, Gildas Boussamba, par ailleurs maire du premier arrondissement de la commune de Mouila, de donner la position de son parti sur ce sujet brûlant. C'était au siège du parti, sis au quartier "ancienne Sobraga", à Libreville.

Ainsi, répondant aux nombreux appels du pied lancés en direction du leader de son parti, Pierre-Claver Maganga Moussavou, à se porter candidat à la candidature de l'opposition au scrutin de 2016, appel émanant du Mouvement de redressement national (Morena) tendance Samuel Mendou, du groupe de femmes dit "Les Cinq d'Oyem" et des notables

de la ville de Mouila, Gildas Boussamba déclare que le PSD adhère à la position de son leader qui, en sa qualité de président en exercice de l'UFA et des partis signataires de la "Déclaration du 23 mars", s'en tient à la discipline unitaire de ces grands blocs de l'opposition.

A travers cette retenue, il doit être circonspect et plus que jamais responsable de la cohésion du groupe dont il a la lourde charge. Toutefois, a-t-il poursuivi, le temps passant vite, l'opposition se doit de définir au travers d'un dialogue national les conditions de transparence. Mais également être sur le terrain, afin de se faire connaître et décliner ses intentions au peuple. C'est à ce titre que Maganga Moussavou ef-



Photo : JCA

Le porte-parole du PSD, Gildas Boussamba, lors du point de presse donné ce jour.

fectuera une tournée interprovinciale à son retour des États-Unis, courant août 2016. Toutefois,

Gildas Boussamba a tenu à rassurer l'opinion que cette démarche est connue des partis alliés du PSD.

En somme, dans la perspective de la prochaine Présidentielle, le porte-parole du PSD déclare entrevoir une candidature de son leader pour le compte de l'Union des Forces pour l'alternance (UFA) et une autre de Jean Ping pour le compte du Front de l'opposition pour l'alternance (FOPA). Toutefois, il se dit persuadé que l'un pourra se désister au profit de l'autre le moment venu, tant dans un système électoral à deux tours qu'à celui à un tour. Selon lui, il reviendra donc au peuple d'être attentif à leurs messages respectifs pour que des choix s'opèrent en toute transparence.